

« Le prix de la sécurité au Sahel. Mobilité, développement et intérêts européens »

État des discussions d'un symposium de Pain pour
le Monde et Fokus Sahel le 13.12.2018 à Berlin

Brot
für die Welt

Contact:
Floretta Kayales, Responsable régionale Sahel
Floretta.kayales@brot-fuer-die-welt.de

F O K U S
SAHEL

Contact:
Grit Lenz, Coordinatrice Fokus Sahel
fokus_sahel.lenz@yahoo.de

Résumé des points clés de la conférence de la perspective de Dr. Gilles Yabi (Wathi Think Tank)

1) La migration est une réalité sur le continent africain

Le débat européen sur la migration se concentre principalement sur la migration du continent africain vers l'Europe. Cependant, le réel défi est la migration à l'intérieur du continent africain ; elle est beaucoup plus importante sur le plan quantitatif, mais n'est pas suffisamment prise en compte.

2) Des facteurs structurels tels que l'éducation, la santé et le travail affectent la migration

Il est ressorti des discussions que des domaines essentiels tels que l'accès à, et la qualité de l'éducation, la santé, l'accès au marché du travail et la garantie de moyens de subsistance économiques (ou l'absence de ces facteurs) peuvent avoir un impact significatif sur les décisions en matière de migration. Il est donc nécessaire de mieux prendre en compte ces aspects dans les discussions politiques et les décisions d'action.

3) La migration est une normalité, alimentée par l'économie, les conflits violents et le travail

En ce qui concerne le continent africain et en particulier la région du Sahel, la migration (saisonnnière) était et est toujours le cas normal et fait partie de l'identité culturelle et de l'adaptation aux conditions et aux opportunités économiques. Elle est quotidienne, influencée par l'économie, la sécurité et le travail. C'est n'est pas un phénomène exceptionnel, bien qu'il soit souvent décrit comme tel. Les migrations ont concerné de tout temps toutes les régions du monde.

4) La migration a une forte perspective démographique, c'est donc un enjeu majeur pour l'avenir

L'évolution démographique pose des défis majeurs à de nombreux pays africains. La proportion de jeunes dans la population totale continuera d'augmenter à l'avenir. Compte tenu des facteurs susmentionnés - éducation, santé et travail - la situation risque de se détériorer davantage, et il est urgent de trouver des solutions viables et à long terme.

5) La migration est risquée

Chaque jour, des gens perdent la vie en essayant de traverser le désert ou d'atteindre les eaux européennes à bord de bateaux. Il est bien connu que la frontière méditerranéenne européenne est actuellement la frontière la plus meurtrière du monde.

6) La politique migratoire (européenne) conduit à la militarisation du Sahel

L'externalisation de la politique migratoire européenne et sa dimension sécuritaire privilégiée ont promu une focalisation sur la sécurité militaire au Sahel. Ceci s'est manifesté par un renforcement des contrôles aux frontières, l'exportation de technologies de sécurité et la formation de personnel de sécurité. Les politiques de prévention ou de répression de la migration sont principalement orientées vers des mesures de sécurité.

7) La militarisation entraîne une détérioration de la situation sécuritaire

Malgré la présence des missions militaires internationales et du G5, la situation sécuritaire au Mali s'est détériorée. La violence prévaut dans de nombreux endroits, les conditions politiques sont dans l'impasse. Cela a un impact négatif sur la sécurité de la population.

8) Effets socio-économiques de la migration et de la non-migration

La migration a des implications socio-économiques, tant pour ceux qui émigrent que pour ceux qui ne le font pas. Une vision holistique des dynamiques et des contextes dans lesquels la migration (ou non) a lieu, et par qui, est nécessaire.

9) Responsabilité partagée des États africains et la communauté internationale

Les États africains et la communauté internationale ont une responsabilité partagée de veiller à ce que la politique migratoire soit axée sur le respect des droits de l'homme et qu'elle soit conçue d'une manière équitable. Dans le cadre de l'externalisation de la politique migratoire européenne, la prise en compte des besoins et des intérêts des populations locales est insuffisante.

10) Perspectives dans le temps : Les perspectives des jeunes sont avant tout l'éducation, la santé et les opportunités économiques

Pour parvenir à un changement durable et à long terme, les domaines fondamentaux de l'éducation et de la santé doivent passer au premier plan. Elles offrent des perspectives aux jeunes et améliorent durablement les conditions de vie des générations actuelles et futures. Toutefois, la sécurisation de la politique migratoire n'est pas une stratégie durable pour s'attaquer aux causes structurelles de la migration forcée. Les défis réels ne sont pas au cœur des politiques actuelles.

Interventions principales

Tobias Debiel, Institut pour le développement et la paix (INEF) :

« Qu'est-ce qui éloigne les gens ? Causes et scénarios de la migration ouest-africaine et de la fuite vers l'Europe »

Au cours des dernières décennies, les gens sont devenus de plus en plus mobiles, que ce soit en tant que réfugiés, personnes déplacées, demandeurs d'asile ou migrants à la recherche de meilleures conditions (de survie). Il devient de plus en plus difficile de déterminer le statut des personnes qui quittent leur foyer. Cela s'applique en particulier aux personnes dont les moyens de subsistance naturels sont perdus en raison de dommages environnementaux liés au climat. Ou pour les personnes qui fuient d'abord la guerre et la violence - et qui migrent ensuite de ce lieu de refuge. La majorité des personnes qui émigrent, fuient ou sont déplacées en Afrique de l'Ouest reste dans la région. Les raisons de ces mouvements de mobilité sont les suivantes:

- Perte de terres agricoles et dégradation due à la surexploitation et au changement climatique
- Manque de possibilités de développement économique, par exemple en raison de l'intégration coloniale asymétrique dans l'économie mondiale, mais aussi de l'accaparement des terres, de la mauvaise gestion et de la corruption.
- l'évolution démographique et le chômage, en particulier chez les jeunes
- le manque de liberté politique et la répression
- mauvaise gouvernance
- la violence politique et les conflits (actuellement en particulier au Sahel)

Au Sahel, l'UE réagit principalement par l'externalisation et la militarisation, ainsi que par l'interconnexion de la politique des réfugiés et des migrations avec la politique de développement, la politique étrangère et de défense : Frontex a été élargie, des opérations militaires sont en cours, la Force conjointe G5 Sahel des pays Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad est soutenue avec un engagement de 100 millions d'euros. Le transfert d'armes vers des zones de conflit tend à mettre en danger ceux qui ont besoin de protection.

Après le sommet de La Valette de 2016, le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (EUTF) a été mis en place avec environ 1,8 milliard d'euros d'ici 2020 et des partenariats migratoires ont été conclus avec le Mali et le Niger, notamment. Diverses initiatives, telles que le Plan Marshall avec l'Afrique, le Pacte avec l'Afrique, le Plan d'investissement extérieur de l'UE, sont de plus en plus justifiées par la "lutte contre les causes de la fuite". Cependant, le Plan Marshall avec l'Afrique, par exemple, a été conçu sans inclusion des personnes concernées. Les plans négligent également le fait que les incitations à la migration resteront en place à moyen terme - même si les plans sont mis en œuvre avec succès. Dans le débat sur la portée de la politique de développement, il convient de garder à l'esprit que, bien qu'une coopération au développement accrue puisse contribuer à améliorer les conditions de vie sur le terrain, les flux migratoires demeureront. Par exemple, une étude a montré qu'une prospérité croissante ouvre d'abord davantage de possibilités de migration. Ce n'est qu'à partir d'un revenu par habitant d'environ 11 000 dollars par an que la volonté d'émigrer diminuera. Ce chiffre est nettement plus élevé que le niveau de développement actuel dans la plupart des pays africains.

« Le Sahel dans le miroir du temps : les causes structurelles de la fragilité. »

La militarisation du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, notamment par la France, l'Union européenne et les Nations unies, s'est poursuivie depuis le lancement de l'opération Serval en 2013, en réponse à l'effondrement politique et militaire de l'État malien, qui a dû affronter plusieurs groupes armés dans le nord. Les dangers que la "guerre contre le terrorisme" sous direction stratégique extérieure comporte pour la mise en œuvre de la paix et de la sécurité ne sont guère abordés. Il n'est pas supposé que les groupes extrémistes actuels puissent être combattus complètement sans intervention militaire, ni que la situation au Sahel serait meilleure aujourd'hui sans intervention militaire occidentale. Cependant, malgré les nombreuses opérations militaires de ces dernières années (Serval, Barkhane, MINUSMA), le nombre de groupes armés au Mali et l'expansion de leur intervention dans le pays même, dans les régions frontalières avec le Niger et au Burkina Faso se sont multipliés et considérablement élargie au niveau régional. Les attaques et les raids ne se déroulent plus seulement dans des lieux désertiques isolés et inaccessibles, mais aussi dans les capitales et les zones densément peuplées. Les agendas des groupes armés sont encore plus obscurs qu'ils ne l'étaient auparavant, et leur capacité à exploiter les conflits locaux entre communautés ethniques autour des ressources, s'est manifestement renforcée et non affaiblie. La situation dans le centre du Mali, qui est aujourd'hui plus préoccupante que celle dans le nord du pays, le confirme. Outre les groupes djihadistes, il existe maintenant des milices armées qui défendent les intérêts de diverses communautés ethniques, ce qui constitue une menace beaucoup plus grave et durable pour la paix et la sécurité que le terrorisme djihadiste.

Les raisons de la précarité actuelle de la situation sécuritaire au Sahel sont déterminées par divers facteurs. Il s'agit notamment

- Des années de concessions faites par de nombreux représentants gouvernementaux (chefs d'État, élites politiques et chefs militaires) à divers groupes armés irréguliers
- La négligence des besoins de la population dans les régions rurales éloignées
- L'impact déstabilisateur des difficultés politiques et sécuritaires internes des pays voisins nord-africains (Algérie et Libye)
- L'augmentation de la criminalité organisée au Sahel et en Afrique de l'Ouest et notamment le trafic de drogues
- Le versement de millions d'euros de rançons à des groupes criminels pour la libération de leurs citoyens otages par les pays européens

L'histoire politique des pays du Sahel, pendant et après la période coloniale, est également un aspect important de la situation actuelle qui ne doit pas être négligé pour des actions futures. Une leçon importante doit être tirée de la crise actuelle, en particulier au Mali : Un processus de démocratisation ne doit pas être confondu avec le processus de construction de l'État. La démocratisation, qui se reflète dans le fait que les citoyens ont la possibilité d'élire librement leurs représentants politiques, ne garantit pas la bonne gouvernance. Elle ne garantit pas non plus la fourniture de services de base de santé, d'éducation, de sécurité et de développement économique au bénéfice de la population.

Il n'y a actuellement aucun mouvement migratoire important des pays du Sahel vers l'Europe. La migration au Sahel - comme au cours des derniers siècles - continue d'avoir lieu principalement dans l'espace régional et continental. Cependant, les mouvements de population augmenteront significativement si les conditions de vie de la population et la sécurité continuent de se détériorer. Au Sahel, comme partout dans le monde, la meilleure façon de se préparer à un avenir meilleur est de donner aux jeunes des raisons de croire en la possibilité d'un avenir meilleur.

Focus sur le Mali

Interventions

Dr. Bréma Ely Dicko, Université de Bamako

La zone sahélienne et le Mali en particulier sont devenues un laboratoire pour la politique de sécurité (européenne). Compte tenu de la persistance des crises, le Mali restera selon toute probabilité aussi pour les 10 ans qui viennent au centre des initiatives internationales de stabilisation et de sécurité. Sur le plan politique, le pays n'a guère réussi à se stabiliser depuis 2012. Le gouvernement central ne peut exercer son monopole de pouvoir que dans un territoire très limité. Les institutions de gouvernance locale ne sont plus impliquées de manière significative dans les processus de décision et de pilotage : l'implication des chefs locaux s'est réduite à la collecte des impôts, ce qui a engendré de nombreuses frustrations. Les municipalités/ maires sont incapables de mettre en œuvre des programmes et des projets en raison d'un manque de ressources et souffrent donc d'une perte massive d'importance. Les attentes envers les organisations non gouvernementales ont aussi souvent été déçues ; elles n'obtiennent pas les résultats escomptés avec leur travail. Une grande partie du territoire national est contrôlée par des milices d'obédience diverse, qui sont de plus en plus actives au-delà des frontières. Cette situation peut conduire à une nouvelle intensification des tensions existantes et à une augmentation des conflits avec les pays voisins. A l'heure actuelle, aucune région du Mali ne peut être classée comme sûre ; dans toutes les régions, il y a des cas de violations de la loi par des groupes armés non étatiques. Mais les violations des droits de l'homme par les forces de sécurité de l'Etat et l'armée sont également documentées, ce qui met en danger la légitimité des missions militaires internationales et conduit à une perte de confiance dans la société malienne. D'autre part, l'Initiative de forces conjointes du G5 en tant que projet conjoint des Etats du Sahel est généralement perçue comme plutôt positive, même si la dépendance financière des troupes vis-à-vis des gouvernements étrangers suscite la méfiance et des doutes quant à la durabilité de l'initiative.

En général, un écart dans la perception et la compréhension de « sécurité » est perceptible. Alors que la sécurité du côté international est principalement comprise et définie du point de vue militaire, les besoins en matière de sécurité d'une grande partie de la population locale sont beaucoup plus vastes et comprennent, par exemple, l'accès aux services de base, la sécurité alimentaire ou des visites de lieux publics sans danger. Dans ce contexte, la création d'institutions de sécurité, qui est une priorité poursuivie par la communauté internationale, est perçue plutôt critique et insuffisante par la société civile.

Dès lors, il convient de développer une approche de sécurité humaine. Dans le cadre de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS), la création d'un cadre de concertation entre les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) permettra de contribuer au rétablissement de la confiance entre les FDS et les populations.

Jan Fahlbusch, Agro-Action Allemande

La consolidation de la paix au Mali reste un défi central face aux crises sociopolitiques, militaires, écologiques et économiques persistantes. L'accord de paix de 2015 visait à faciliter la réconciliation, la stabilité et la reconstruction de l'État, mais sa lente mise en œuvre n'a pas été à la hauteur des attentes. Par ailleurs, le processus de paix et de réconciliation manque de légitimité dans certaines parties de la population malienne, car tous les acteurs sociaux concernés n'y ont pas été associés.

Le gouvernement Malien a récemment été de plus en plus critiqué par les Nations Unies pour son manque de progrès dans la mise en œuvre des engagements de l'accord de paix. Cependant, il ne faut pas sous-estimer la simultanéité des défis complexes qui se posent au Mali.

Un Etat capable est indispensable pour une perspective de développement réelle. Le secteur de la sécurité, le système judiciaire et l'administration de l'État sont urgemment à réformer en profondeur. Cela implique également une lutte cohérente contre la corruption, la fin de l'impunité et la protection des droits de l'homme. La bonne gouvernance est une condition préalable importante, notamment pour le développement économique et la lutte contre la faim et la pauvreté. Il y a également un besoin particulier d'action dans le système éducatif pour donner aux jeunes des perspectives d'avenir.

Une tâche essentielle pour l'avenir est le rétablissement d'une relation de confiance entre l'État et la population. Toutefois, cela ne peut réussir que si l'État est en mesure, d'une part, de tenir sa promesse de protéger la population locale et, d'autre part, de fournir des services de base comme l'éducation et les soins de santé. En particulier dans les zones rurales du centre et du nord du pays, les fonctionnaires ne sont pas encore rentrés dans tous les localités. Dans les petits villages et les petites communautés, la police

ou la gendarmerie sont souvent pas ou insuffisamment présentes. Ainsi ils sont à peine en mesure de protéger la population des groupes armés. L'escalade actuelle des conflits violents dans le delta intérieur du Niger est particulièrement préoccupante.

En termes de soutien de la communauté internationale, il existe actuellement un déséquilibre distinct entre les fonds mis à disposition pour l'intervention et la stabilisation par voie militaire et entre les fonds destinés au développement durable et global. Toutefois, la communauté internationale devrait soutenir ces derniers au moins à un niveau égale par rapport aux fonds militaires afin de permettre la reconstruction de l'État, de renforcer la légitimité de l'État par le biais d'institutions et de services opérationnels et, surtout, d'accélérer - également sous la forme d'un dividende de la paix - la lutte contre la pauvreté.

Points clés de la discussion

- La transparence et la redevabilité sont souvent négligées au Mali. Une répartition plus équilibrée des ressources entre les projets de sécurité et les projets de développement est nécessaire. Un rapport de la Cour des comptes de l'UE sur les activités de l'UE au Mali critique le manque de clarté des objectifs et des normes d'évaluation.
- La question de l'efficacité de la coopération bilatérale au développement dans des contextes fragiles a également été soulevée. Dans ce contexte, la nécessité de se concentrer davantage sur les acteurs locaux de la société civile, qui sont souvent mieux placés de fournir une assistance directe dans des contextes fragiles, a été soulignée.
- Les structures de sécurité locales et les acteurs locaux qui peuvent servir de médiateurs devraient être davantage (ou du tout) impliqués dans le processus de paix et de réconciliation, car ils connaissent mieux le contexte local (y compris les acteurs violents) que les forces de sécurité externes.
- Le processus de la RDA ancré dans le t'accordé paix (désarmement, démobilisation, réintégration) n'a pas conduit à moins d'affrontements armés, mais à davantage d'affrontements armés, puisque la possession d'armes est considérée comme un "ticket" pour des offres de réintégration attractives ; en outre, cela n'atteint pas les groupes terroristes djihadistes, qui s'échappent dans le Delta intérieur du Niger qui est difficile à contrôler.
- Dans l'ensemble, la communauté internationale n'a pas encore apporté un appui suffisamment sérieux au processus de paix, et il existe un décalage entre la rhétorique et la mise en œuvre.

Conclusions

- L'exemple du Mali montre que c'est une erreur fondamentale de la communauté internationale que de compter exclusivement sur le gouvernement central pour assurer la stabilité et la sécurité. Les stratégies visant à établir un monopole d'État sur l'usage de la force dépendent également du soutien de la société civile et de leur confiance dans les structures étatiques. Le soutien international doit donc exiger de ces institutions qu'elles rendent des comptes et respectent les droits de l'homme. Les acteurs locaux et les élites, par exemple les représentants religieux et les anciens des villages, la société civile, mais aussi les membres de groupes extrémistes, doivent également être pris en compte et associés aux processus de consolidation de la paix.
 - Le renforcement des structures locales dotées de pouvoirs de décision appropriés peut contribuer à la décentralisation et à la démilitarisation de la sécurité.
 - Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour développer et renforcer les autorités régionales dotées de structures administratives décentralisées.
-

Focus sur le Niger

Interventions

Maïmou Wali, Cercle de Réflexion et d'action pour un Développement Local Innovant

Au préalable de la conférence, Mme Wali a réalisé une étude sur les "Perspectives des jeunes à Agadez sur l'impact de la politique migratoire européenne externalisée au Niger". Les mesures initiées par les acteurs internationaux et le gouvernement nigérien ont un impact fort particulièrement sur les jeunes, qui constituent une grande partie de la population. La région d'Agadez a connu plusieurs crises économiques et sécuritaires au cours des dernières décennies, mais après la chute de Kadhafi et les soulèvements dans le nord du Mali, la région d'Agadez a connu un nouvel essor économique lorsque la route migratoire vers la Libye par le Niger a été établie. Les services (transport, logement, approvisionnement) pour les migrants étaient la principale source de revenus pour de nombreuses personnes dans la région. Dans le même temps, le Niger a été soumis à une pression croissante de la part de l'UE pour arrêter les mouvements migratoires vers l'Europe, même si les nigériens ne représentent qu'une faible proportion des mouvements migratoires. Le 26 mai 2015, la loi 2015-36 a été adoptée par le gouvernement nigérien. Elle a été mise en œuvre immédiatement, sans sensibilisation préalable de la population. En vertu de cette loi, de nombreux services offerts ont été criminalisés et pénalisés de sanctions sévères. Il y a eu des arrestations et de nombreuses personnes ont perdu leur source de revenus. Des programmes conçus par le gouvernement et les partenaires internationaux pour soutenir les anciens prestataires de services de migration en tant que compensation n'ont jusqu'à présent guère atteint leur objectif. Par crainte de criminalisation, les personnes concernées n'osent souvent pas participer. En outre, les procédures de demande, de sélection et d'attribution des subventions ne correspondent souvent pas aux réalités locales et ne tiennent pas suffisamment compte des besoins des demandeurs. Bon nombre des anciens prestataires de services sont analphabètes et ne reçoivent aucune assistance pour présenter leur demande. Surtout les principaux acteurs du "business de la migration" - les propriétaires de voitures et de ghettos (gestionnaires de refuges) - ont été ignorés dans les paiements d'indemnisation et persécutés comme criminels. En même temps, notamment des personnes qui n'étaient pas ou peu impliquées dans les activités de migration, mais qui avaient, à travers de relations clientélistes avec des décideurs un accès privilégié, ont par conséquent fréquemment bénéficié des services et soutiens.

Néanmoins, les jeunes sur le terrain ne sont pas (encore) découragés par les maigres résultats des offres alternatives; malgré leur grande frustration, ils sont très engagés et tentent de s'impliquer au niveau régional et suprarégional afin de faire entendre leurs préoccupations. Les universités nigériennes abordent également de plus en plus le thème de la migration et ses effets sur la population locale dans leurs recherches.

Dr. Melanie Müller, Institut Allemand pour les Affaires Internationales et la Sécurité

Mme Müller présente les résultats de ses dernières recherches sur les aspects nationaux des mouvements migratoires au Niger.

Il semble que le gouvernement nigérien ait subordonné ses propres intérêts à ceux de l'UE, car les mesures prises dans le cadre du partenariat migratoire ne sont pas dans le sens économique du Niger. L'étroite coopération avec l'Europe confère en effet au président nigérien Mahamadou Issoufou un prestige international et la coopération en matière de sécurité qui lui est associée est médiée par lui sur le plan intérieur en tant que contribution à la lutte contre la propagation du terrorisme ainsi que contre le commerce des armes et des drogues. La coopération militaire avec les acteurs internationaux renforce le pouvoir d'Issoufou. Cependant, une partie de la population nigérienne est de plus en plus sceptique quant à l'omniprésence des troupes et bases militaires étrangères.

En outre, le nord du pays, par la mise en œuvre de la loi 2015-36 et la criminalisation des activités liées aux mouvements migratoires, est affecté par la baisse des recettes. De mi-2016 à 2017, la migration, qui passait régulièrement par Agadez, a chuté de plus de 70%, et en 2018, elle avait chuté de 85% selon le Président Issoufou. Il n'y a que peu d'alternatives économiques, d'autant plus que la ville d'Agadez a dû faire face à l'effondrement du tourisme comme principale source de revenus des années auparavant. A cela s'est ajoutée la fermeture des mines d'or en 2017. Les compensations promises par le gouvernement et l'UE sous la forme de projets d'infrastructure et de coopération au développement pour promouvoir la création d'emplois ne se concrétisent que lentement et de manière inadéquate. En outre, leur planification s'est généralement faite sans la participation de la population et des autorités locales, de sorte qu'une grande partie de la population a le sentiment d'en tirer peu ou pas du tout profit.

La non-participation des acteurs locaux à l'élaboration de solutions, la forte présence de la police et de l'armée dans la région et la mise en œuvre de mesures restrictives peuvent représenter un risque à long terme pour la démocratie. Cela se voit aussi dans le fait qu'il est difficile d'aborder de manière critique le thème de la migration et de la coopération en matière de sécurité au Niger, ce qui était également évident dans la recherche sur ce thème. Certains acteurs de la société civile n'osent pas en parler ouvertement, et dans les ministères, les questions critiques sont parfois indésirables.

Points clés de la discussion

- La présence du militaire étranger au Niger est considérée de manière critique par la population civile. Des efforts accrus devraient être faits pour impliquer les acteurs locaux ainsi que les ONG nationales et internationales ayant une expertise dans le domaine de la migration. Cela permettrait de créer un certain degré de transparence, car il est difficile pour la population de comprendre les intérêts et les agendas des différents acteurs, y compris l'utilisation des ressources financières mises à disposition par l'EUTF.
- Cependant, un discours public dans les médias nigériens semble difficilement possible à cet égard. Par exemple, les personnes qui critiquent publiquement la loi 2015-36 ont été menacées ou arrêtées à plusieurs reprises.
- La politique migratoire européenne entrave la libre circulation des personnes garantie par la CEDEAO. Cela s'est manifesté massivement dans le passé et d'autant plus depuis l'introduction de la loi 2015-36. En réponse aux restrictions imposées aux citoyens d'autres Etats de la CEDEAO au Niger, les citoyens nigériens sont également délibérément limités lorsqu'ils voyagent dans la sous-région.
- Les perspectives pour les prochaines élections en 2021 jettent leur ombre sur l'avenir. Il est supposé que l'agenda politique se concentrera principalement sur les questions qui répondent aux attentes des partenaires internationaux plutôt qu'aux besoins de la population nigérienne. Les critiques se plaignent que le gouvernement nigérien fait tout ce qui est en son pouvoir pour améliorer sa réputation internationale en adressant des problèmes intérieurs par des solutions de politique étrangère.
- La destruction des sources légales de revenus conduit certains des anciens "prestataires de services de migration" à travailler aujourd'hui comme passeurs ou contrebandiers. Le déclin économique cause de nombreux problèmes sociaux dans la région d'Agadez. On craint que la frustration de la population ne conduise à soutenir une nouvelle rébellion et que les jeunes ne soient de plus en plus recrutés par des groupes djihadistes. Seul le souvenir des conséquences très négatives des rébellions touareg antérieures dans la région (surtout le collapse économique dû à l'effondrement du tourisme) empêche actuellement la population de se rebeller à nouveau.
- La migration au Niger a toujours été perçue comme quelque chose de positif et a toujours fait partie de l'économie locale. Aujourd'hui, l'aide des institutions nigériennes dans la lutte contre la migration apporte une reconnaissance dans la politique internationale, mais a des conséquences négatives pour la population. La population nigérienne a de plus en plus l'impression d'être rejetée par l'Europe, de sorte que même les projets positifs ne sont pas perçus.
- On se demande si la sécurité peut réellement être assurée par des mesures répressives, comme la fermeture des frontières, qui est souvent présentée au Niger par les politiciens comme un instrument de justification.

Conclusions

- L'Etat nigérien doit aligner son agenda politique sur les besoins de la population locale, notamment dans la perspective des élections prévues en 2021, et ne pas le subordonner aux attentes des partenaires internationaux. Ces derniers devraient à leur tour respecter ce principe et mieux reconnaître et soutenir les efforts de développement positifs de l'État nigérien ;
 - Au lieu de criminaliser la migration, les acteurs internationaux doivent se concentrer sur la promotion de la libre circulation et de la mobilité en créant des voies d'accès régulières. L'offre d'alternatives et d'incitations à l'emploi pour ceux qui ont travaillé en tant que prestataires de services dans le secteur de la migration peut être un point secondaire utile, mais ne peut pas se substituer à la création de routes migratoires légales. Les acteurs internationaux doivent assumer cette responsabilité et jouer un rôle décisif dans la promotion de sa mise en œuvre.
-

Focus sur le Tchad

Interventions

Baldal Oyamta, Ligue Tchadienne des Droits de l'Homme

Le Tchad exporte le pétrole depuis 2003. Les prêts de la Banque mondiale ont été accordés à condition que les bénéfices aillent aux domaines de l'éducation, à la santé et au développement de l'économie basée sur la loi 001 afin de lutter contre la pauvreté. Pourtant, les accords juridiques respectifs ont été modifiés par le Tchad peu après le début de la production de pétrole ; seuls la sécurité et les projets d'infrastructures de prestige en ont bénéficié financièrement. Suite à la chute brutale du prix du pétrole (2015), les salaires des fonctionnaires ont été abaissés, les écoles et les établissements de santé ont été fermés et des grèves sont devenues quotidiennes. Le pays se trouve dans une situation socio-économique précaire, qui a un impact particulièrement négatif sur la vie des femmes et des enfants. La situation sécuritaire au Tchad est principalement déterminée par les pays voisins (Libye, Cameroun, Niger, République centrafricaine). La zone autour du lac Tchad est devenue un espace de non-droit avec les militaires au pouvoir. L'expulsion par l'armée ou Boko Haram est à l'ordre du jour. Les activités génératrices de revenus telles que la pêche et l'élevage ne sont plus guère possibles. Les tensions et les conflits au sein des villages et des communautés, en particulier autour de l'eau, font partie de la vie quotidienne. La marge de manœuvre de la population civile est presque totalement restreinte : pas de liberté d'expression, interdiction de réunion et de manifestation, liberté de circulation restreinte. Le travail quotidien des ONG est alourdi par des réglementations de plus en plus nombreuses, telles que les lois et les règlements (« Shrinking Space »). Depuis 1½ ans, l'utilisation des réseaux sociaux sur Internet est interdite au Tchad. En mai 2018, le Président a proclamé la IVe République, ce qui accroît davantage son pouvoir (par exemple en supprimant le poste de Premier ministre). Plus de 40 nouvelles lois ont été promulguées, dont beaucoup visent à contrôler et à restreindre la liberté et les droits des populations civiles en la menaçant de mesures répressives. De nouveaux groupes rebelles se forment actuellement dans plusieurs régions périphériques (sud et est du Tchad, ainsi que dans le sud de la Libye).

Carole Sambale, consultante indépendante

Dans le cadre d'une étude, des entretiens et des discussions ont été menés avec une trentaine de participants de la société civile, des médias et des instituts de recherche à la mi-2018. Les entretiens constatent que la migration du Tchad (vers l'Europe) n'est pas très importante ; la population (jeune) veut rester dans son pays, mais souhaite des conditions de vie différentes ; la migration est surtout régionale (vers les pays voisins) et temporaire. Les participants aux discussions estiment que la situation actuelle est pire que jamais. Dans le passé, un emploi dans la fonction publique - financièrement solide grâce aux recettes pétrolières - était intéressant et « gonflé » (il y a des estimations que 30-40% des fonctionnaires ne sont même plus en vie). Aujourd'hui (en raison de la perte des revenus pétroliers, l'emploi dans la fonction publique n'est plus réaliste), la seule alternative possible pour la partie de la population qui n'appartient pas au réseau clientéliste proche au pouvoir est souvent l'agriculture comme source de revenu. Mais les revenus qui peuvent y être générés sont cependant - pour une grande partie de la population - très faibles et à peine suffisants pour survivre : aucun investissement n'a été réalisé au cours des 20 dernières années, et il y a une forte dégradation des sols (petites parcelles, faible teneur en nutriments, influence du changement climatique). Seule une petite partie des terres du sud du Tchad peut être utilisée de manière productive pour l'agriculture ; ces zones sont de plus en plus touchées par des conflits de ressources, notamment entre agriculteurs et éleveurs. A cause du changement climatique et de la guerre civile en République centrafricaine (une route traditionnelle de pâturage et de vente), la migration saisonnière de pastoralistes du nord plus sec vers le sud et vice-versa est réduite ; les troupeaux de bétail restent dans le sud du Tchad toute l'année. En outre, la taille des troupeaux a significativement augmenté depuis que les élites (militaires, politiques et commerciales) investissent de plus en plus dans l'élevage. L'approche adoptée par la communauté internationale pour soutenir les jeunes dans le domaine de l'entrepreneuriat n'a que partiellement abouti en raison du faible niveau d'instruction, du manque d'accès aux crédits et à cause des obstacles bureaucratiques et l'arbitraire des autorités. Suite au taux de chômage élevé des jeunes, il y a une grande dépendance aux structures familiales. L'absence de perspectives pourrait entraîner une forte augmentation des migrations en provenance du Tchad dans un avenir proche.

Points clés de la discussion

- Malgré les conditions cadres difficiles pour les éleveurs, les potentats du régime investissent de plus en plus dans des grands troupeaux de bétail qu'ils envoient en transhumance. Comme ceux-ci restent dans le pays, le manque de terres s'intensifie et les prix du bétail baissent. Les troupeaux sont accompagnés par des personnes qui sont armées par les propriétaires. En conséquence, les conflits entre éleveurs et paysans se multiplient. 80% des "nouveaux" éleveurs sont des militaires, les autres sont des commerçants. Les deux catégories n'ont rien à voir avec les éleveurs traditionnels.
 - Au Tchad, une grande majorité de la population fait face à un petit groupe élitiste de confidents-de Déby (les "intouchables"). Ceux-ci arrangent les lois à leur façon et ne poursuivent que le profit maximum.
 - Les options d'action de la société civile sont soumises à des restrictions massives à travers des mécanismes de contrôle par l'État par rapport à la liberté de mouvement et d'opinion. Ces mécanismes rendent leur travail plus difficile.
 - L'interprétation de « sécurité » par la population locale diffère de la perspective européenne, qui a d'abord à l'esprit la "sécurité militaire". Pourtant, aux yeux d'une grande partie de la population tchadienne, la présence militaire internationale tend à créer une insécurité accrue : pour la population locale, la sécurité signifie l'accès à la nourriture, aux systèmes de soins de santé et aux établissements d'enseignement et la liberté d'accomplir son travail sans entrave.
 - Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) appelle le gouvernement à engager un dialogue avec la société civile tchadienne, mais il n'y a guère d'opportunités pour cela ; le gouvernement ne veut pas écouter la société civile.
 - L'état échoue par rapport aux mesures de développement ; s'il y en a des initiatives, elles sont pour la plupart issues des comités de développement locaux, qui existent dans chaque groupe ethnique.
-

Conclusions

- La communauté internationale doit considérer le pays dans son ensemble et, surtout, contribuer à un changement structurel de la société plutôt que de se limiter à l'aide humanitaire. Une attention particulière (mais non exclusive) devrait être accordée à la région du lac Tchad en tant que pivot pour le développement positif du pays.
 - Une réflexion critique autour de la coopération avec le Tchad et le rôle du président Déby est nécessaire ; pour le moment, il ne devrait pas y avoir de reprise de la coopération bilatérale au développement entre l'Allemagne et le Tchad ; tous les fonds versés dans le cadre de l'aide transitoire doivent être conditionnels et suivie de proche afin d'éviter des détournements de fonds.
 - En cas des négociations bilatérales, le gouvernement allemand devrait utiliser son influence sur l'Etat tchadien ; pour cela, cependant, le gouvernement allemand doit développer sa propre position et construire un contrepoids à l'influence française.
 - Des formations de l'appareil judiciaire et des forces de sécurité pour que ceux-ci aient un vrai impact de changement de structures et qu'ils puissent agir dans l'intérêt de la population tchadienne, serait une nécessité urgente. Pour les formations actuelles, ceci n'est pas le cas.
 - L'intégration des jeunes dans toutes les mesures de coopération au développement est indispensable.
 - La coopération au développement devrait promouvoir plus fortement la résilience des communautés ; une analyse solide du contexte local et des besoins de la population est indispensable à cet effet.
 - Au Tchad, des mécanismes de contrôle plus efficaces doivent être mis en place pour assurer que les mesures bénéficient la base de la société tchadienne Les ONG pourraient jouer un rôle important dans le suivi de ces processus et il serait souhaitable que l'UE en tienne compte lors de l'allocation des fonds.
-

Soirée débat

Modération Christian Jakob (taz)

Maïmou Wali (Cercle.Dev Niger)

Grit Lenz (Fokus Sahel)

Dr. Frithjof Schmidt MdB (Alliance 90/Les Verts)

Ambassadeur Robert Dölger (Ministère fédéral des Affaires étrangères)

Dr. Gilles Yabi (Groupe de réflexion Wathi)

Points clés de la table ronde

- On se concentre sur la sécurité de qui ? Trop souvent, le discours politique de l'Union européenne et de ses États membres part du principe que les stratégies politiques, militaires et policières servent des intérêts de sécurité communs des pays européens et des pays du Sahel. Le colloque a montré que ce n'est pas le cas, et que les intérêts sécuritaires des populations des pays du Sahel ne peuvent pas simplement être assimilés à ceux des acteurs européens. Dans certains cas, ces intérêts entrent même en conflit les uns avec les autres, par exemple lorsque les États membres de l'UE, à l'objectif de la prévention de migration, coopèrent avec des régimes répressifs qui ne sont pas en mesure de garantir la sécurité des populations locales et de respecter les droits humains.
- L'Allemagne est un acteur important au Sahel, mais son rôle a changé : au départ, l'accent était mis sur les mesures de consolidation de la paix, aujourd'hui la politique migratoire est au centre. Étant donné qu'une voie similaire à celle suivie par la France a été empruntée, l'engagement de l'Allemagne dans la région est perçu de manière beaucoup plus négative qu'auparavant. L'accent mis sur la migration accélère/ la militarisation de l'ensemble de la région. Au lieu de cela, il faudrait plutôt envisager des solutions locales.
- Lorsqu'on examine la répartition des fonds européens, il est évident que les financements sont alloués et versés conformément aux intérêts des donateurs, surtout au contrôle et à la restriction de la migration. Le discours mené sur la sécurité à l'intérieur de l'Europe se reflète dans la politique étrangère. En conséquence, la liberté de circulation transfrontalière en territoire de la CEDEAO est considérablement restreinte par des contrôles et l'application des lois existants plus stricts aux postes frontières. N'ayant pas toujours des pièces d'identité ou d'autres papiers, ce sont surtout les pasteurs et les petits commerçants qui sont particulièrement touchés par ces mesures. Dans l'ensemble, il y a un impact négatif important sur le développement économique local, la corruption est même encouragée par cette politique.
- Les besoins de la population sont très différents - elle comprend la sécurité ni exclusivement ni principalement comme une « protection armée », mais plutôt dans le sens de la « sécurité humaine ». L'éducation et la santé sont les sujets pertinents à cet égard. Les expériences d'injustice, telles que la corruption, peuvent conduire à des tendances de radicalisation dans la société. Dans cette situation, la société civile pourrait jouer un rôle important pour atteindre la population locale et assurer la cohésion sociale. Elle devrait donc être impliquée de manière significative à tous les niveaux.
- Le problème de la sécurité au Sahel a été principalement acheminé par l'immigration de djihadistes et l'effondrement de la Libye. Il est toutefois aggravé par la politique actuelle. Pour les futurs processus de paix il sera indispensable de réaliser des analyses bien fondées, en particulier lorsque des coopérations avec les appareils de pouvoirs étatiques sont mises en place. Il est essentiel de transformer le processus militaire en un processus politique.
- Les violations des droits de l'homme commises par l'armée malienne et les forces conjointes du G5 Sahel doivent faire l'objet d'une enquête approfondie, et une éventuelle responsabilité de la communauté internationale doit être examinée et assumée. En outre, il faut examiner dans quelle mesure les questions relatives aux droits de l'homme sont suffisamment prises en compte dans la coopération avec les institutions de sécurité maliennes.
- Une fin de la politique dominée par la France dans la région du Sahel en faveur d'une politique paneuropéenne avec la définition de nouvelles priorités communes n'est pas en vue. L'orientation militaire des flux monétaires, en particulier en faveur du G5, montre la contradiction entre le papier et la réalité : Sur papier, les fonds sont distribués de manière plutôt équilibrée. La comparaison avec la réalité montre cependant clairement que la militarisation et la sécurisation des politiques de migration et de développement ont un impact significatif sur l'orientation actuelle de la politique européenne vis-à-vis de la région du Sahel.

Les recommandations suivantes peuvent être tirées de la discussion :

L'Union européenne et ses États membres devraient

- s'investir pour une déconditionnalisation de l'aide au développement de la mise en œuvre de mesures de politiques migratoire et de sécurité et veiller à ce que les fonds de la coopération au développement (APD) ne soient pas utilisés pour contrôler ou prévenir les migrations ou pour développer les forces de police et les forces militaires
- axer leur coopération au développement avec les pays du Sahel sur la satisfaction des besoins fondamentaux (santé, nutrition, éducation et promotion de la démocratie), car les investissements dans ces domaines constituent la base de la paix et de la sécurité à long terme au Sahel et en Afrique de l'Ouest ;
- promouvoir le développement d'une politique commerciale extérieur équitable ; et offrir une coopération économique basée sur des données de base réalistes pour améliorer l'infrastructure économique et sociale dans la région du Sahel sur le long terme ;
- œuvrer en faveur d'une politique climatique et environnementale équitable, lutter contre l'accaparement des terres, prévenir les conflits liés aux ressources et promouvoir plus particulièrement les régions touchées par les effets du changement climatique ;
- s'investir considérablement et décidément pour créer des options d'accès légal au marché du travail européen pour les personnes originaires de la région du Sahel;
- orienter davantage leur politique migratoire vers une coopération réelle et équitable avec la CEDEAO, tout en respectant les réglementations existantes (par exemple, la libre circulation des personnes au sein de la CEDEAO) et en se concentrant sur la coopération régionale
- Procéder à un examen continu, détaillé et contextuel de toutes les mesures militaires et de sécurité afin de prévenir et de ne pas promouvoir les incitations en faveur de nouveaux groupes paramilitaires, de prolifération d'armes et de violations des droits humains ;
- œuvrer pour la participation cohérente de la société civile à tous les niveaux et dans tous les domaines politiques mentionnés.